

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

28 juin 2023

**PROPOSITION DE LOI**

**modifiant le Code des sociétés et  
des associations en vue d'instaurer un droit  
d'opposition de droit commun en faveur  
des associés de la société simple,  
de la société en nom collectif et  
de la société en commandite**

(déposée par M. Koen Geens)

BELGISCHE KAMER VAN  
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

28 juni 2023

**WETSVOORSTEL**

**tot wijziging van het Wetboek  
van vennootschappen en verenigingen wat  
betreft het invoeren van een gemeenrechtelijk  
verzetsrecht voor de vennoten van  
de maatschap, de vennootschap onder firma  
en de commanditaire vennootschap**

(ingediend door de heer Koen Geens)

**RÉSUMÉ**

*Cette proposition de loi vise à instaurer un droit d'opposition de droit commun en faveur des associés d'une société simple, d'une société en nom collectif ou d'une société en commandite qui, bien que n'ayant pas été assignés dans une instance dans le cadre de laquelle la société a été condamnée respectivement au paiement d'une créance trouvant sa source dans l'activité de la société ou à l'exécution d'un engagement, sont malgré tout tenus d'exécuter cette décision. Les associés sont en effet réputés avoir été représentés à la cause.*

**SAMENVATTING**

*Dit wetsvoorstel strekt ertoe een gemeenrechtelijk verzetsrecht in te voeren voor de vennoten van een maatschap, vennootschap onder firma of commanditaire vennootschap die niet werden gedaagd in een geschil waarbij de vennootschap werd veroordeeld tot het betalen van een schuldvordering die voortvloeit uit de activiteit van de vennootschap, respectievelijk het nakomen van een verbintenis, maar wel gehouden zijn tot uitvoering van die beslissing. De vennoten worden immers geacht vertegenwoordigd te zijn geweest bij het geding.*

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 <sup>e</sup> législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 <sup>e</sup> zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

## DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Les associés d'une société simple, d'une société en nom collectif (SNC) ou d'une société en commandite (SComm) sont solidairement tenus des dettes de leur société. Dans la pratique, la question de savoir si ces associés peuvent encore exercer un recours ordinaire contre le jugement qui a condamné leur société au paiement d'une telle dette alors qu'un ou plusieurs associés n'étaient pas parties à la cause fait toutefois débat.

La présente proposition de loi vise à offrir la sécurité juridique à ces associés qui, contrairement à la société, n'ont pas été mis à la cause. Bien que le législateur souhaite que la société et les associés soient convoqués par le biais d'une seule et même citation (article 4:26 du CSA) ou que les associés soient appelés à la cause par la société, tel n'est pas toujours le cas dans la pratique. La présente proposition de loi entend garantir la sécurité juridique dans ce type de situations.

a) situation actuelle

Selon la conception classique, la société et les associés forment un tout indivisible. Le gérant ou le représentant de la société représente dès lors également chacun des associés. Il existe une obligation solidaire de plein droit à l'égard des dettes communes (articles 4:14 et 4:22 du Code des sociétés et des associations lus en combinaison avec l'article 1202, alinéa 2, de l'ancien Code civil; article 5.160, § 2, du Code civil).

Dans cette optique, l'associé n'a pas la qualité de tiers dans la relation avec le créancier; il est – tout comme la société – partie à l'acte juridique concerné. Par conséquent, un jugement rendu contre la société a également autorité de chose jugée à l'égard de l'associé, même si ce dernier n'était pas lui-même partie à la cause.

En droit commun, l'associé qui n'a pas été cité à comparaître ne dispose d'aucun recours contre le jugement ou l'arrêt ayant condamné sa société, ce qui crée une situation d'inégalité par rapport à l'associé qui a été assigné mais ne comparaît pas.

L'associé qui n'a pas été cité à comparaître n'a pas actuellement la possibilité de former une opposition de droit commun. En effet, n'ayant pas été assigné, il n'a pas pu faire défaut. Étant donné qu'il n'a pas la qualité de tiers, il lui est également impossible de former tierce opposition à la décision de condamnation.

## TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Vennoten van een maatschap, vennootschap onder firma (VOF) of commanditaire vennootschap (CommV) zijn hoofdelijk aansprakelijk voor de schulden van hun vennootschap. In de praktijk bestaat er echter discussie over de vraag of die vennoten nog een gewoon rechtsmiddel kunnen aanwenden tegen het vonnis waarbij hun vennootschap wordt veroordeeld tot betaling van zo'n schuld zonder dat één of meerdere vennoten in de zaak zijn.

Dit wetsvoorstel strekt ertoe rechtszekerheid te bieden aan die vennoten die, in tegenstelling tot de vennootschap, niet werden betrokken bij het geding. Hoewel de wetgever wenst dat vennootschap en vennoten in één en dezelfde dagvaarding worden opgeroepen (artikel 4:26 WVV) of door de vennootschap in het geding worden betrokken, gebeurt dit niet steeds. Dit wetsvoorstel wenst voor die situaties rechtszekerheid te creëren.

a) huidige situatie

De vennootschap en de vennoten zijn in de klassieke opvatting één en ondeelbaar. De zaakvoerder of vertegenwoordiger van de vennootschap vertegenwoordigt dus ook iedere vennoot. Er bestaat van rechtswege een hoofdelijke gehoudenheid voor een gezamenlijke schuld (artikel 4:14 en 4: 22 WVV *juncto* art. 1202, tweede lid oud BW; art. 5.160, § 2 BW).

De vennoot is in die optiek geen derde in de verhouding met de schuldeiser, hij is – zoals de vennootschap – partij bij de betrokken rechtshandeling. Een vonnis tegen de vennootschap heeft bijgevolg ook gezag van gewijsde tegen de vennoot, zelfs wanneer hij zelf geen partij was bij het geding.

In het gemeen recht, staat er voor die niet-gedaagde vennoot geen enkel rechtsmiddel open tegen het vonnis of arrest waarin zijn vennootschap is veroordeeld. Dit schept een ongelijke situatie ten aanzien van de vennoot die wel gedaagd is maar niet verschijnt.

De niet-gedaagde vennoot kan op heden dus ook geen gemeenrechtelijk verzet doen, want hij was niet gedaagd en liet dus geen verstek gaan. De aanvechting van de veroordeling middels derdenverzet is evenmin mogelijk omdat de niet-gedaagde vennoot geen derde is.

Des doutes ont surgi quant à ce dernier point à la suite d'un arrêt de la Cour de cassation du 13 avril 2018 (Cass., 13 avril 2018, C.17.0486.F). Dans cet arrêt, la Cour indique qu'il ne découle pas de l'article 203 de l'ancien Code des sociétés – actuel article 4:26 du CSA – que les associés qui n'ont pas été cités à comparaître sont également parties à la cause. La Cour ajoute que le jugement condamnant la société n'a pas autorité de chose jugée à l'égard des associés qui ne sont pas parties à la cause.

On pourrait considérer sur la base de cet arrêt que les associés ne sont pas représentés par le représentant en justice de la société, tel que visé à l'article 1122, 4°, du Code judiciaire. Dans ce cas, les associés qui n'ont pas été assignés auraient la possibilité de former tierce opposition, étant donné qu'ils ne sont pas parties à la cause et qu'ils seraient considérés comme des tiers.

La présente proposition de loi entend mettre fin à l'insécurité juridique en instaurant un droit d'opposition de droit commun au profit des associés lorsque la société a été condamnée à l'exécution d'une obligation alors qu'ils n'étaient pas parties à la cause. Elle réaffirme ainsi clairement que les associés d'une société simple, d'une société en nom collectif ou d'une société en commandite n'ont pas la qualité de tiers dans la relation avec le créancier.

#### b) droit d'opposition de droit commun

Les associés solidairement tenus des dettes de leur société, à savoir les associés d'une société simple, d'une SNC ou d'une SComm, ont la qualité de partie et sont représentés par la société dans les procédures de droit commun portant sur une dette de la société et dans le cadre desquelles ils ne sont pas présents. La proposition de loi permettra à ces associés de former opposition au jugement ou à l'arrêt rendu dans le cadre de ces procédures, conformément aux articles 1047 et suivants du Code judiciaire.

Le droit d'opposition de l'associé non cité à comparaître existe déjà en droit fiscal et en droit de la faillite.

En matière fiscale, le fisc ne considère pas l'associé redevable de l'impôt comme un tiers, mais comme une partie à l'instance. L'associé dispose d'un droit d'opposition au fond à l'égard d'une imposition, même en l'absence de titre exécutoire à son nom.<sup>1</sup>

Par ailleurs, en matière de faillite, le créancier est tenu d'appeler à la cause la société dont il réclame la faillite,

<sup>1</sup> Voir notamment Cass. 14 juin 2007, F.06.0044.F; Cass. 22 novembre 2007, F.06.0053.N; Cass. 19 décembre 2008, C.07.0281.N; Cass. 15 octobre 2015, F.14.0187.N.

Door een arrest van het Hof van Cassatie van 13 april 2018 kon dit laatste in twijfel getrokken worden (Cass. 13 april 2018, C.17.0486.F). Het Hof stelde in dit arrest dat uit het toenmalige artikel 203 W.Venn. - nu artikel 4:26 WVV - niet volgt dat de niet-gedaagde vennoten ook partij zijn bij het geding. Het Hof voegde daar aan toe dat het vonnis waarin de vennootschap veroordeeld werd geen gezag van gewijsde heeft ten aanzien van de vennoten die niet in het geding zijn.

Op basis van dit arrest zou men kunnen stellen dat de vennoten niet vertegenwoordigd worden door de procesvertegenwoordiger van de vennootschap, zoals bedoeld in artikel 1122, 4° Ger.W. In dat geval zou er derdenverzet openstaan voor de niet-gedaagde vennoten, omdat zij geen partij zijn bij in het geding en als een derde beschouwd zouden worden.

Dit wetsvoorstel wenst een einde te stellen aan de rechtsonzekerheid door een gemeenrechtelijk verzetsrecht in te voeren voor de vennoten waarvan de vennootschap werd veroordeeld tot het uitvoeren van een verbintenis zonder dat de vennoten partij waren bij het geding. Zo wordt ook opnieuw duidelijk bevestigd dat de vennoten van maatschap, VOF of CommV geen derde zijn in de verhouding tot de schuldeiser.

#### b) gemeenrechtelijk verzetsrecht

De vennoten die hoofdelijk aansprakelijk zijn voor de schulden van hun vennootschap, zijnde de vennoten van een maatschap, VOF of CommV, zijn partij en worden door de vennootschap vertegenwoordigd in een gemeenrechtelijk geding over een vennootschapsschuld waarbij ze zelf niet aanwezig zijn. Dankzij het wetsvoorstel zullen die vennoten tegen het vonnis of arrest, dat in dergelijke procedure wordt geveld, verzet kunnen instellen zoals voorzien in artikel 1047 e.v. Ger.W.

Het verzetsrecht voor de niet-gedaagde vennoot bestaat reeds in het fiscaal recht en in het faillissementsrecht.

In fiscale zaken beschouwt de fiscus de belastingsschuldige vennoot niet als een derde maar wel als een partij bij het geding. De vennoot heeft een verzetsrecht ten gronde tegen een aanslag, ook al is er geen uitvoerbare titel op zijn naam.<sup>1</sup>

Ook in faillissementszaken wordt van de schuldeiser verwacht dat hij de vennootschap wier faillissement hij

<sup>1</sup> Zie onder meer Cass. 14 juni 2007, F.06.0044.F; Cass. 22 november 2007, F.06.0053.N; Cass. 19 december 2008, C.07.0281.N; Cass. 15 oktober 2015, F.14.0187.N.

mais aussi les associés (article XX.100, alinéas 2 et 3, du CDE). Si un associé n'est pas appelé à la cause, il peut former opposition par la voie ordinaire (article XX.108, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du CDE).

Nous souhaitons instaurer un droit d'opposition de droit commun s'inspirant de ces droits d'opposition spécifiques. La présente proposition de loi vise ainsi à mettre fin à l'incertitude juridique actuelle concernant les voies de recours disponibles en apportant une modification limitée, mais claire.

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

### Articles 2 et 3

Les articles 4:14 et 4:26 du Code des sociétés et des associations sont tous deux modifiés de façon à instaurer un droit d'opposition de droit commun en faveur des associés qui n'ont pas été cités à comparaître et dont la société a été condamnée à l'exécution d'une obligation.

Le nouvel article 4:14, alinéa 2, du CSA vise la situation dans laquelle l'associé n'avait pas connaissance de la procédure par laquelle la société simple a été condamnée à payer une créance trouvant sa source dans l'activité de cette société. Cet article prévoit que pour pouvoir exécuter la décision à l'égard de l'associé qui n'était pas au courant de la procédure, le créancier devra d'abord lui signifier cette décision.

Le nouvel article 4:26, alinéa 2, du CSA vise la situation dans laquelle l'associé n'avait pas connaissance de la procédure par laquelle la SNC ou la SComm a été condamnée à exécuter un engagement. Il est prévu ici aussi que pour pouvoir exécuter la décision également à l'égard de l'associé qui n'était pas au courant de la procédure, le créancier devra d'abord lui signifier cette décision.

De même, les jugements et arrêts qui n'ont pas été rendus à l'égard d'un associé déterminé devront être signifiés à ce dernier. Cet associé qui n'était pas au courant de la procédure aura alors la possibilité de former opposition sur la base des dispositions de droit commun du Code judiciaire. Même si un autre associé qui avait été assigné et qui a fait défaut ne dispose plus comme unique recours que de la possibilité d'interjeter appel, l'associé qui n'était pas au courant de la procédure

vordert én de vennoten in de zaak moet roepen (artikel XX.100, tweede en derde lid WER). Wordt een vennoot niet in de zaak geroepen, dan kan die gewoon verzet doen (art. XX.108, § 1, tweede lid WER).

In navolging van deze specifieke verzetsrechten, wensen wij een gelijkaardig gemeenrechtelijk verzetsrecht in te voeren. Dit wetsvoorstel wenst zo door middel van een beperkte, maar duidelijke wijziging een einde te stellen aan de bestaande rechtsonzekerheid over de beschikbare rechtsmiddelen.

## TOELICHTING BIJ DE ARTIKELEN

### Artikelen 2 en 3

Teneinde een gemeenrechtelijk verzetsrecht in te schrijven voor de niet-gedaagde vennoten waarvan de vennootschap werd veroordeeld tot het uitvoeren van een verbintenis, worden zowel artikel 4:14 als artikel 4:26 van het WVV gewijzigd.

Het nieuwe artikel 4:14, tweede lid WVV viseert de situatie waarbij de vennoot geen kennis had van het geding waarbij de maatschap tot betaling van een schuldvordering die voortvloeit uit de activiteit van de vennootschap werd veroordeeld. Daarin wordt bepaald dat de schuldeiser de beslissing moet betekenen aan de onwetende vennoot, wil hij die beslissing kunnen uitvoeren ten aanzien van die vennoot.

Het nieuwe artikel 4:26, tweede lid WVV viseert de situatie waarbij de vennoot geen kennis had van het geding waarbij de VOF of CommV tot nakoming van een verbintenis werd veroordeeld. Ook voor deze gevallen wordt voorzien dat de schuldeiser de beslissing moet betekenen aan de onwetende vennoot, wil hij die beslissing ook ten aanzien van die vennoot kunnen uitvoeren.

Ook de vonnissen en arresten die niet tegen een bepaalde vennoot gewezen zijn, zullen dus wel aan die vennoot in kwestie betekend moeten worden. Die onwetende vennoot beschikt dan op basis van de gemeenrechtelijke bepalingen van het Ger.W. over de mogelijkheid om verzet te doen. Ook indien een wel gedaagde vennoot die verstek liet gaan enkel het rechtsmiddel van hoger beroep zou kunnen aanwenden, zal het nog mogelijk zijn voor de onwetende vennoot om verzet te doen. De

pourra toujours former opposition, comme l'indique le dernier membre de phrase "même si la décision est susceptible d'appel".

laatste zinsnede "zelfs indien de beslissing voor hoger beroep vatbaar is" wijst daarop.

Koen Geens (cd&v)

## PROPOSITION DE LOI

### Article 1<sup>er</sup>

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

### Art. 2

Dans l'article 4:14 du Code des sociétés et des associations, il est inséré, entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2, qui deviendra l'alinéa 3, un nouvel alinéa 2 rédigé comme suit:

“Lorsqu'un associé n'a pas été informé ou n'a pas connaissance de la procédure par laquelle la société simple a été condamnée au paiement de la créance en question, la décision ne peut être exécutée à son égard que si elle lui est signifiée. Il peut former opposition de la manière et dans le délai prévus par le Code judiciaire, même si la décision est susceptible d'appel.”

### Art. 3

L'article 4:26 du même Code, dont le texte actuel formera l'alinéa 1<sup>er</sup>, est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit:

“Lorsqu'un associé n'a pas été informé ou n'a pas connaissance de la procédure par laquelle la société a été condamnée à l'exécution d'un tel engagement, la décision ne peut être exécutée à son égard que si elle lui est signifiée. Il peut former opposition de la manière et dans le délai prévus par le Code judiciaire, même si la décision est susceptible d'appel.”

22 juin 2023

## WETSVOORSTEL

### Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

### Art. 2

In artikel 4:14 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen wordt tussen het eerste en tweede lid, dat het derde lid zal vormen, een nieuw tweede lid ingevoegd, luidende:

“Tegen de vennoot die niet op de hoogte is gebracht of geen kennis heeft gekregen van het geding waarbij de maatschap tot betaling van een dergelijke schuldvordering is veroordeeld, kan de beslissing alleen worden uitgevoerd mits zij hem wordt betekend. Hij kan verzet doen op de wijze en binnen de termijn bepaald in het Gerechtelijk Wetboek, zelfs indien de beslissing voor hoger beroep vatbaar is.”

### Art. 3

Artikel 4:26 van hetzelfde Wetboek, waarvan de bestaande tekst het eerste lid zal vormen, wordt aangevuld met een tweede lid, luidende:

“Tegen de vennoot die niet op de hoogte is gebracht of geen kennis heeft gekregen van het geding waarbij de vennootschap tot nakoming van een dergelijke verbintenis is veroordeeld, kan de beslissing alleen worden uitgevoerd mits zij hem wordt betekend. Hij kan verzet doen op de wijze en binnen de termijn bepaald in het Gerechtelijk Wetboek, zelfs indien de beslissing voor hoger beroep vatbaar is.”

22 juni 2023

Koen Geens (cd&v)